

Extrait du journal « *Les Echos week-end* » (édition des 25 et 26 mars 2022)

Interview

« Ce que veut Poutine, c'est détruire l'Union européenne »

Deux « diplomates de choc », l'ancien ambassadeur de France à Moscou et à Pékin, Jean-Maurice Ripert, et Pierre Vimont, ex-ambassadeur à Washington et « sherpa » d'Emmanuel Macron sur le dialogue avec la Russie, reviennent sur les causes profondes de l'invasion de l'Ukraine et l'impuissance de la diplomatie classique. Ils livrent leurs diagnostics sur les scénarios possibles de sortie de cette « guerre contre les démocraties ». Eclairant et décapant.



Rencontre entre les diplomates Pierre Vimont et Jean-Maurice Ripert au siège des « Echos Week-End », le 15 Mars 2022. (©Roberto Frankenberg pour Les Echos Week-end)

Par [Pierre de Gasquet](#), [Valérie de Senneville](#)

Publié le 22 mars 2022 à 17:00 Mis à jour le 25 mars 2022 à 01:11

« CE QUE VEUT POUTINE, C'EST DÉTRUIRE L'UNION EUROPÉENNE »

Par Valérie de Senneville et Pierre de Gasquet
Photographe: Roberto Frankenberg

Deux « diplomates de choc », l'ancien ambassadeur de France à Moscou et à Pékin, Jean-Maurice Ripert, et Pierre Vimont, ex-ambassadeur à Washington et sherpa d'Emmanuel Macron sur le dialogue avec la Russie, reviennent sur les causes profondes de l'invasion de l'Ukraine et livrent leurs diagnostics sur les scénarios possibles de sortie. Éclairant et décapant.

JEAN-MAURICE RIPERT UN ARDENT DÉFENSEUR DU MULTILATÉRALISME

Issu de la célèbre promotion Voltaire de l'ENA – la même que celle de François Hollande – Jean-Maurice Ripert, 68 ans, est un pur produit « quai d'Orsay » à la française même si ses prises de position en faveur des droits universels de l'homme détonnent parfois dans l'univers lisse des ambassades. Après être passé par plusieurs cabinets ministériels (Michel Rocard et Lionel Jospin notamment), il sera

directeur de cabinet du secrétaire d'État à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner. Il est nommé ambassadeur de France à Athènes en 2000, puis représentant permanent de la France auprès des Nations unies et secrétaire général adjoint de l'ONU pour le Pakistan. En octobre 2013, il est nommé ambassadeur de France à Moscou qu'il quitte en 2017 pour Pékin. Aujourd'hui, il est vice-président de l'Association française pour les Nations unies.

Le 24 février, Vladimir Poutine déclenche l'invasion de l'Ukraine. Comment en est-on arrivé là ? La guerre était-elle si imprévisible ?

Pierre Vimont. Depuis un certain nombre d'années, les relations entre l'Ukraine et la Russie devenaient de plus en plus difficiles. C'est d'ailleurs pour cela qu'Emmanuel Macron a eu la volonté de relancer la mise en œuvre des accords de Minsk conclus à la suite de la guerre du Donbass en 2014-15. Au niveau politique le plus élevé, le processus s'est traduit notamment par ces réunions dites de « format Normandie » au niveau des chefs d'État et de gouvernement entre la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine. En 2019, Emmanuel Macron décide de relancer le dialogue avec la Russie. Un sommet est organisé entre les quatre chefs d'État et de gouvernement de ce format Normandie. Un certain nombre de décisions en ont découlé donnant, à l'époque, le sentiment qu'on pouvait relancer le processus d'ouverture entre les régions séparatistes et le reste de l'Ukraine. Mais peu à peu, malheureusement, le dialogue s'est enlisé, bloqué. Et l'on a vu les deux parties, Russie comme Ukraine se crispier de plus en plus et être incapables de faire avancer ces efforts de négociations.

Quel a été le premier signal de blocage ?

P. V. Je dirais que cela date du début de l'année 2020. Après avoir assisté à un échange de prisonniers, à l'ouverture de quelques points de passage, les négociations qui se développent par ailleurs, sous la tutelle de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et les quatre groupes de contacts qui existent, n'enregistrent plus de progrès réel. Il n'y a plus d'échange de prisonniers, les points de passage qui sont ouverts se referment, puis le Covid arrive ce qui n'arrange pas les choses. Jusqu'à début 2022, l'opinion générale était que cette mobilisation militaire était destinée à mettre la pression sur les pays de l'Otan, l'Amérique

et Europe, mais qu'à la fin nous serions entrés en négociation. Ce qui était imprévisible et qui a surpris tout le monde – moi le premier – c'est que Poutine est allé jusqu'à la guerre.

La personnalité de Poutine était connue, a-t-il changé de ligne ?

Jean-Maurice Ripert. Non pas vraiment. Il est fondamental de rappeler que Vladimir Poutine a plusieurs obsessions. La première, qui nous concerne ici, est l'affaiblissement, puis la destruction de l'Ukraine. Nous le voyons depuis l'annexion de la Crimée et le déclenchement de la guerre au Donbass. L'objectif était déjà d'affaiblir l'Ukraine à un point tel – pensait probablement Vladimir Poutine – qu'elle ne représente plus d'intérêt ni pour l'Union européenne ni pour l'Otan. Je me souviens notamment de l'entretien de Jean-Marc Ayrault, [l'ancien Premier ministre] avec Poutine, en novembre 2013, je venais d'être nommé ambassadeur à Moscou trois jours auparavant. Lors de cette conversation restreinte, Vladimir Poutine a passé vingt minutes à parler de l'Ukraine !

Moins visible est sa seconde obsession. Il faut le dire clairement : Vladimir Poutine veut détruire l'Union européenne.

Contrairement au président chinois Xi Jing Ping, la Russie estime que l'Union européenne est une mauvaise chose pour le continent parce que cela crée des turbulences dans son dialogue avec les États-Unis.

Par ailleurs, il ne faut jamais oublier que l'évolution logique d'un régime autoritaire c'est le pouvoir absolu – et la Russie en est un exemple. Ce n'est pas nouveau, je l'ai décrit lorsque j'étais en poste. Or, la logique des dictateurs c'est de fabriquer un récit national et le récit de Vladimir Poutine c'est cette idiosyncrasie étrange entre le tsar de toutes les Russies et le secrétaire général du Parti communiste soviétique c'est une sorte



Pierre Vimont et Jean-Maurice Ripert, lors de leur entretien au siège des *Échos Week-End*, le 15 mars 2022.

«d'URSSIE»: la Russie et l'URSS confondus dans un même élan. Et quand je parle de d'URSS, soyons clairs, ce n'est pas l'URSS de Lénine c'est l'URSS de Joseph Staline. Quand nous voyons aujourd'hui l'interdiction du centre pour les droits de l'homme de l'association créée par Andreï Sakharov et Elena Bonner pour commémorer le souvenir des victimes du goulag, il s'agit bien d'une volonté d'effacer les crimes de Staline pour ne le glorifier que comme le vainqueur de la «Grande Guerre patriotique».

P. V. Tout ce que rappelle Jean-Maurice est juste. Mais je voudrais aller plus loin. Il y a effectivement cette obsession de revenir non pas simplement à l'Union soviétique de Staline mais à l'empire russe. Au fond, le problème de Vladimir Poutine c'est la fin de l'empire. Un problème que nous autres, pays européens, avons connu avec les deux guerres mondiales et que nous avons résolu avec la décision de sortir de ce face-à-face permanent entre l'Allemagne et la France en allant vers l'intégration de l'Union européenne. La Russie, elle a toujours ce problème mais elle ne le dépasse pas et Poutine plutôt que d'écrire l'avenir se retourne vers le passé.

Donc vous nous dites que tout était inscrit et qu'il n'y a pas vraiment de rupture ?

J.-M. R. Vladimir Poutine ne négocie pas, il répète ad infinitum ce qu'il a à dire. Il y a toujours cette obsession russe et en tout cas de Vladimir Poutine et de son clan de combattre la démocratie et de refuser le concept des droits humains universels. Il ne faut pas oublier non

plus, pardon mais il faut appeler un chat un chat, que la Russie c'est une gigantesque cleptocratie. Elle devrait être le pays le plus riche du monde: c'est le plus grand pays du monde, elle possède toutes les ressources naturelles de la planète... Où est cet argent? Où va-t-il? L'obsession de Vladimir Poutine et de son clan, c'est d'abord et avant tout de conserver ces richesses en gardant le pouvoir. Et pour cela il vit la démocratie et le discours sur les droits humains universels comme une aberration, comme le droit que se seraient accordé les pays occidentaux de diriger le monde selon leurs propres valeurs. Il y a à la base de la guerre contre l'Ukraine une guerre contre la démocratie.

Jusqu'où peut aller Poutine dans son rapprochement avec Pékin ?

P. V. Cela dépend beaucoup de l'évolution du conflit sur le terrain. À l'heure actuelle les Chinois font preuve d'une extrême prudence. La Chine n'est pas mue par la défense à tout prix des principes et des valeurs que défendent les Occidentaux. Ils sont avant tout motivés par leurs intérêts propres. Le fait que les deux autres grandes puissances sont en train de s'affronter n'est pas forcément une position inconfortable pour eux. Ils sont dans une zone de confort du «wait and see» qui peut durer. C'est seulement si le conflit évolue dans un sens de plus en plus défavorable aux intérêts russes qu'ils devront se déterminer. Au fond, la Chine pour le moment est plutôt en train de soutenir le côté russe discrètement. Mais si l'évolution sur le terrain tourne mal pour la Russie, ils pourraient commencer à se demander s'ils n'ont pas joué le mauvais cheval.

J.-M. R. N'oublions pas que l'Union européenne est également le premier partenaire économique et le premier investisseur étranger en Chine. Par ailleurs, comme vous savez, la Chine a besoin, au-delà du raisonnable, des technologies américaine et taïwanaise puisque par exemple la Chine ne produit pas de microprocesseurs. C'est Taïwan qui exporte ses microprocesseurs pour fabriquer les iPhones américains. La Chine, par ailleurs, est incapable de remplacer le monde occidental si jamais il y a un embargo complet sur les hydrocarbures en Russie. La Chine a déjà commencé à acheter beaucoup de gaz en Asie centrale et dans le golfe, elle ne pourra donc pas se substituer à l'Europe. Elle ne veut pas que la Russie lui en demande trop. Elle n'a que peu d'intérêt à sauver Vladimir Poutine, elle verrait d'un bon œil un affaiblissement à long terme de la Russie, qui la renforcerait dans son rôle de partenaire privilégié des États-Unis dans la marche du monde.

Couper le robinet d'approvisionnement du gaz russe est-il encore réaliste ?

P. V. Il faut toujours distinguer entre le court et le long terme. À court terme, couper nos importations de gaz et de pétrole nous pose

dans l'immédiat énormément de problèmes. On cite toujours l'Allemagne, mais pensez à un pays comme la Hongrie qui dépend pratiquement entièrement du gaz russe, ou à d'autres pays comme l'Italie. Si vous prenez les principaux importateurs de céréales russes et ukrainiens, vous avez la moitié du Moyen-Orient, et pas simplement des pays comme l'Égypte, mais aussi l'Arabie saoudite qui importe un quart de ses céréales. Ils ont de l'argent mais cela leur pose quand même un énorme problème.

L'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne et une forme de neutralité sont-elles à la base d'un compromis ?

P. V. Oui, la neutralité et l'entrée dans l'Union, cela peut être une solution. Il y a l'exemple de l'Autriche ou de l'Irlande. C'est aux Ukrainiens de décider. Mais dans un deuxième temps. L'urgence, c'est le cessez-le-feu. Arrêter les massacres. Poutine est lancé dans une logique qui rappelle ce qu'il a fait en Syrie, c'est-à-dire aplatir toutes les villes d'Ukraine jusqu'à ce qu'elles rendent gorge et que le chef de l'État ukrainien Zelensky dise: j'arrête je capitule. Toute la question, c'est jusqu'où l'Europe peut accepter ça. Stopper la guerre, c'est ce qui a été fait avec l'ancien président ukrainien, le président Hollande et Madame Merkel pour obtenir, en 2015, ce cessez-le-feu à Minsk et lancer ces négociations qui n'ont pas abouti. C'est aussi ce que Nicolas Sarkozy a fait en 2008 en Géorgie.

J.-M. R. C'est aux Ukrainiens qu'il appartient de décider de leur avenir et à eux seuls. Le président Zelensky vient d'annoncer qu'il avait compris que son pays ne rejoindrait pas l'Otan, c'est un geste extraordinaire vis-à-vis de la Russie. Quant à l'Union européenne, que Kiev a demandé à rejoindre dès le milieu des années 2000, j'estime clairement que nous devons aux Ukrainiens d'accepter le statut de candidat pour leur pays. Ce serait reconnaître solennellement que l'Ukraine existe et vivra, ce que précisément Vladimir Poutine refuse.

Quels sont les espoirs d'un compromis ?

J.-M. R. Le fait que Sergueï Lavrov soit allé à Antalya rencontrer son homologue ukrainien était un signal. Le fait que les Russes ne prennent pas Kiev, c'est aussi un signal. Les militaires vous disent que Poutine a du mal mais qu'il pourrait. Mais une fois qu'il a pris Kiev, il se passe quoi? Il sera obligé de négocier parce que sauf à occuper l'Ukraine et à l'annexer – ce que je pense il ne fera pas, mais enfin tout est possible –, la négociation doit s'entamer. Il ne sait pas encore quelle est la sortie qu'il va choisir. Et puis, méfions-nous de nos jugements hâtifs sur Joe Biden. Alors qu'Obama était sur le reculoir et ne voulait en gros plus entendre parler de l'Europe, et que Donald Trump était agressif vis-à-vis de l'Europe, je crois que ce n'est pas le cas de son successeur. Je pense que Joe Biden peut

PIERRE VIMONT LE SHERPA DE MACRON POUR LA RUSSIE

Dans le film de Bertrand Tavernier tiré de la fameuse bande dessinée *Quai d'Orsay*, c'est le comédien Niels Arestrup qui jouait le rôle de ce diplomate né tout en nuances et subtilités. Ancien directeur du cabinet de Dominique de Villepin (2002-04) lors de l'invasion de l'Irak, ce diplomate chevronné a été nommé par Nicolas Sarkozy ambassadeur à Washington de 2007 à 2010, puis secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure de 2010 à 2015 et

médiateur du Quai d'Orsay. Il a organisé le sommet de La Valette entre l'Union européenne et les pays africains sur les migrants. En 2019, il a été nommé par Emmanuel Macron envoyé spécial pour «l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie». À 72 ans, il se partage entre Paris et New York, où il enseigne à Columbia University. Il est un ardent défenseur de «l'autonomie stratégique européenne».



entendre aujourd'hui le discours européen sur l'autonomie stratégique. C'est quelqu'un qui est prêt à accepter l'idée que l'Europe peut développer ses propres capacités de défense sans rupture avec l'Alliance. C'est un changement de paradigme. Et puis, il ne faut pas oublier la réaction du peuple russe, dont personne ne sait en réalité ce qu'il pense. Mais tout laisse penser que les Russes ne veulent pas de cette guerre, ils ne veulent pas de soldats russes qui rentrent dans des sacs en plastique noirs en Russie, comme au temps des guerres en Afghanistan et en Tchétchénie. Poutine le sait et fait donc appel à des mercenaires syriens et aux ignobles milices Wagner, qui violent, pillent et tuent. Les crimes de guerres qu'ils commettent, et ceux qui en sont responsables – c'est-à-dire Poutine et les chefs militaires russes – devront en rendre compte, devant la Cour pénale internationale je l'espère.

Peut-on considérer ce conflit comme l'acte de naissance de l'Europe de la défense ?

Le 9 décembre 2019, Emmanuel Macron recevait à l'Élysée le président ukrainien Volodymyr Zelensky, Vladimir Poutine et la chancelière Angela Merkel pour une

réunion dite, « format Normandie ». Son but : relancer les pourparlers de paix dans l'est de l'Ukraine, sur la base des accords de Minsk de 2014...

P. V. Comme le disait Jean Monnet, c'est toujours dans les crises que l'Europe se révèle. Mais c'est un premier pas : il va falloir consolider tout cela. C'est un énorme chantier. Dans les prochains budgets européens, il faudra mettre plus d'argent sur la défense. Or, dans les derniers arbitrages, les dépenses de défense ont été divisées par deux. Il faut être conscient qu'il y a eu un premier pas gigantesque, mais qu'il y a encore beaucoup de travail. La deuxième question stratégique est

de savoir si cette autonomie stratégique en matière de défense et de sécurité pourra se faire en bonne complémentarité avec l'administration américaine, même s'il y a plus d'ouverture de la part de l'administration Biden. Le diable est dans les détails.

J.-M. R. C'est l'acte de naissance de la défense européenne. N'oublions pas que c'est le Parlement français qui a tué la Communauté européenne de défense en 1954. Elle a été relancée par la déclaration franco-britannique de Saint-Malo et le traité de Lisbonne... mais tout cela était parcellaire. La nouveauté c'est la consolidation de tout cela dans un élan permis par des décisions majeures : celle de l'Allemagne de rééquiper son armée et de doubler son budget de défense, et celle de l'Europe de mutualiser les achats d'armes. Tout cela donne un coup de fouet. Pour notre part, nous avons déjà une armée interopérable avec les forces de l'Otan et notamment les forces américaines. ●

Plus d'infos sur lesechos.fr/weekend